



Enquête Deloitte auprès des CFO Coup de frein sur la reprise

Résultats de l'enquête menée en Suisse | Printemps 2022

Sommaire

1. Points-clés de l'enquête suisse	3
2. Perspectives économiques : une reprise en perte de vitesse	4
3. Perspectives des entreprises : la résilience face à la pression	5
4. Risques pour les entreprises : la guerre au centre des préoccupations	7
5. Chaînes d'approvisionnement : des difficultés prévues jusqu'en 2023	8
6. Inflation : le retour d'une menace presque oubliée	9
7. Contacts et auteurs	10

À propos de l'enquête Deloitte auprès des CFO

La 43^e édition de l'enquête Deloitte auprès des CFO en Suisse a été réalisée en ligne entre le 1^{er} et le 23 mars. Au total, 100 CFO représentant tous les grands secteurs de l'économie, issus tant de sociétés cotées que non cotées, y ont pris part. Nous souhaitons remercier tous les CFO qui ont pris le temps de répondre à notre sondage.

Le présent rapport comporte des extraits choisis des résultats de l'enquête menée auprès des CFO européens. Cette dernière a été réalisée dans 17 pays, y compris la Suisse. Les résultats des enquêtes nationales ont été compilés et seront disponibles à partir de mai sur la page suivante : www.deloitte.com/europeancfosurvey

Note sur la méthodologie

Dans ce rapport, certains graphiques indiquent les résultats sous forme de solde net obtenu en retranchant le pourcentage de réponses négatives du pourcentage de réponses positives. Les réponses ni positives ni négatives sont considérées comme neutres.

En raison des arrondis, la somme des réponses n'atteint pas toujours 100 %. Pour une meilleure lisibilité, seules les questions pertinentes au regard du contexte économique et financier actuel ont été prises en compte. Nous vous invitons à nous contacter si vous souhaitez obtenir des informations relatives aux questions ne figurant pas dans ce rapport.

1. Points-clés de l'enquête suisse



Les **perspectives économiques** des CFO sont beaucoup plus timorées que lors de la dernière enquête. Au lieu de se réjouir de la levée des mesures contre le COVID-19, les CFO voient la guerre en Ukraine d'un mauvais œil. Néanmoins, ils n'anticipent pas de récession en Suisse au cours des douze prochains mois.



Les **perspectives des entreprises** restent positives mais elles le sont légèrement moins que lors de l'enquête de l'automne dernier. Si les marges et les chiffres d'affaires sont davantage sous pression, les intentions de recrutement restent bonnes, voire augmentent un peu. Ce signal très encourageant a cependant pour contrepartie une accentuation de la pénurie de main-d'œuvre.



Au lieu de s'atténuer, les **problèmes de chaînes d'approvisionnement** restent un souci majeur pour de nombreuses entreprises. Une majorité de CFO s'attend à ce qu'ils perdurent jusqu'au premier semestre 2023. Les plus grandes difficultés rencontrées sont liées à la hausse des prix dans le domaine de la logistique, des matières premières et des biens intermédiaires.



Le **paysage des risques** continue de changer radicalement. L'inquiétude au sujet de l'inflation augmente, les problèmes de chaînes d'approvisionnement deviennent de nouveau urgents et, surtout, la guerre en Ukraine et ses possibles conséquences sont au centre des préoccupations.



Les entreprises sont confrontées à des **hausse de prix** parfois importantes sur les matières premières, les biens intermédiaires ou les services qu'elles achètent. Toutes ne peuvent pas les répercuter sur la clientèle et, lorsqu'elles sont en mesure de le faire, elles le font de manière très variable. Davantage de CFO s'attendent à une hausse de l'inflation et des prix à la consommation mais, avec 2 % anticipés en deux ans, ces prévisions restent encore modérées par rapport à la flambée observée à l'étranger.

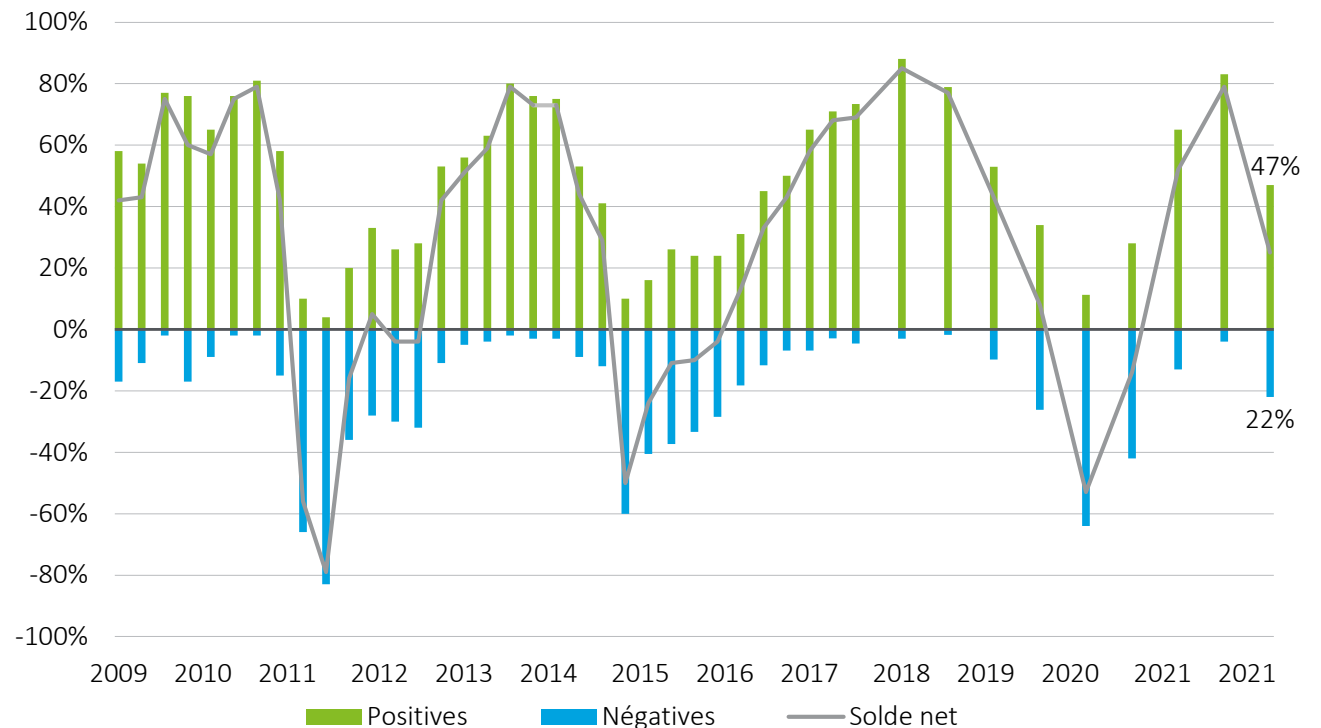
2. Perspectives économiques : une reprise en perte de vitesse

L'optimisme sur la conjoncture s'est sensiblement érodé. Au lieu de se réjouir de la levée des mesures contre le COVID-19, les CFO voient la guerre en Ukraine d'un mauvais œil. Néanmoins, ils n'anticipent pas de récession en Suisse au cours des douze prochains mois.

Les crises s'enchaînent : après la pandémie et alors que la reprise était à peine amorcée, c'est au tour de la guerre en Ukraine et de son lot de conséquences de provoquer de l'anxiété. Ces inquiétudes sont renforcées par l'extrême instabilité de la situation et l'imprévisibilité générale des retombées économiques d'un conflit. C'est pourquoi les CFO ne sont pas du tout unanimes quant aux perspectives économiques. Par rapport à l'enquête de l'automne dernier, la part des pessimistes progresse nettement, tandis que celle des optimistes diminue de façon symétrique. Néanmoins, ces derniers restent majoritaires. En effet, les CFO estiment dans l'ensemble que la croissance économique en Suisse restera positive et qu'il n'y aura pas de récession au cours des douze prochains mois.

Fig. 1. Perspectives économiques en Suisse

Pourcentage des CFO jugeant les perspectives économiques en Suisse positives/négatives au cours des 12 prochains mois



3. Perspectives des entreprises : la résilience face à la pression

Les perspectives des entreprises restent positives mais elles le sont légèrement moins que lors de l'enquête de l'automne dernier. Si les marges et les chiffres d'affaires sont davantage sous pression, les intentions de recrutement restent bonnes, voire augmentent un peu. Ce signal très encourageant a cependant pour contrepartie une accentuation de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

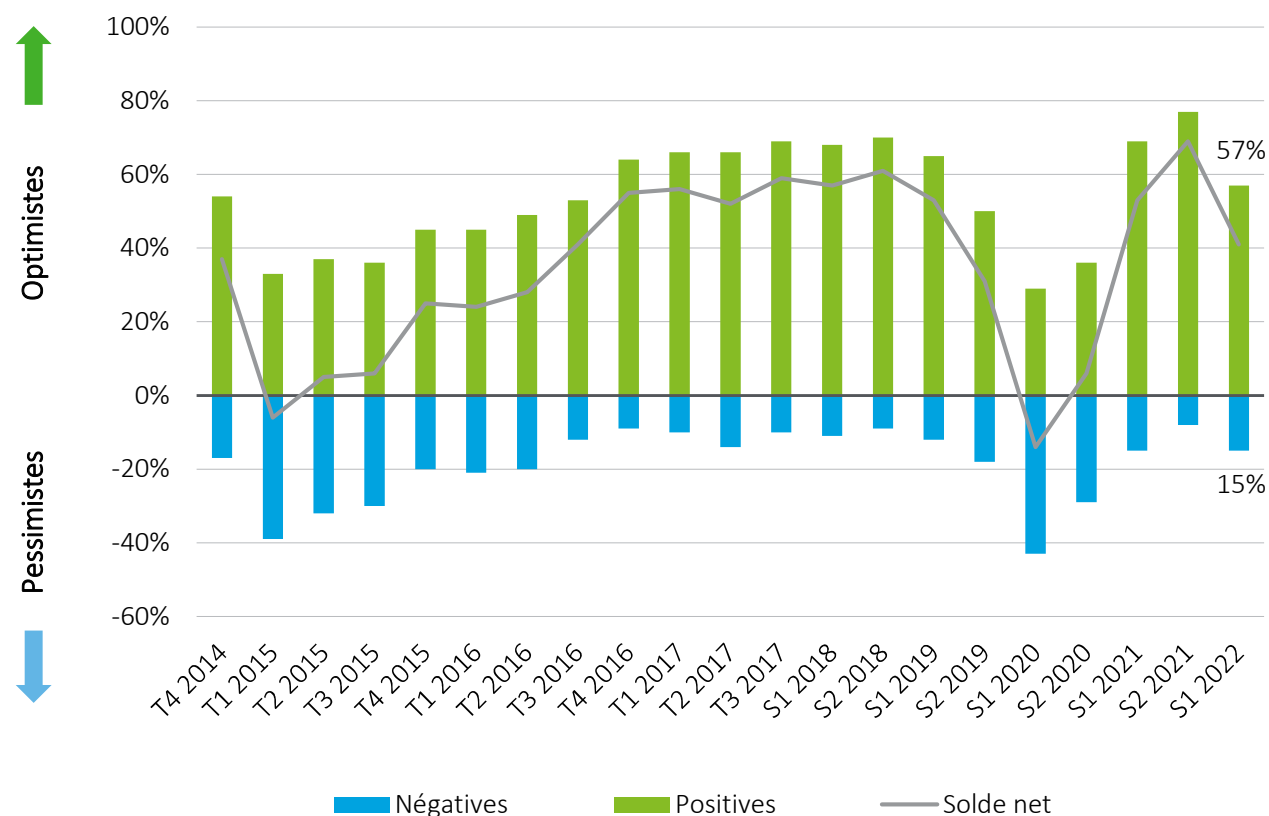
Selon les sondés, les perspectives des entreprises restent encore plus positives que les perspectives économiques, et ce, malgré la guerre en Ukraine. La part des pessimistes progresse toutefois de 8 % à 15 %, alors que celle des optimistes dégringole de 77 % à 57 %.

Ainsi, ce recul égalise presque le record établi jusque-là, à savoir la chute observée durant le premier semestre 2020 en raison de la pandémie, mais en partant d'une valeur initiale nettement plus élevée (77 % à l'automne 2021 contre 50 % à l'automne 2019).

Avec 57 % d'optimistes et un solde net de 41 %, les perspectives des entreprises restent toutefois nettement positives.

Fig. 2. Perspectives financières pour les 12 prochains mois

Pourcentages et solde net montrant comment les CFO envisagent les perspectives financières de leur entreprise pour les 12 prochains mois



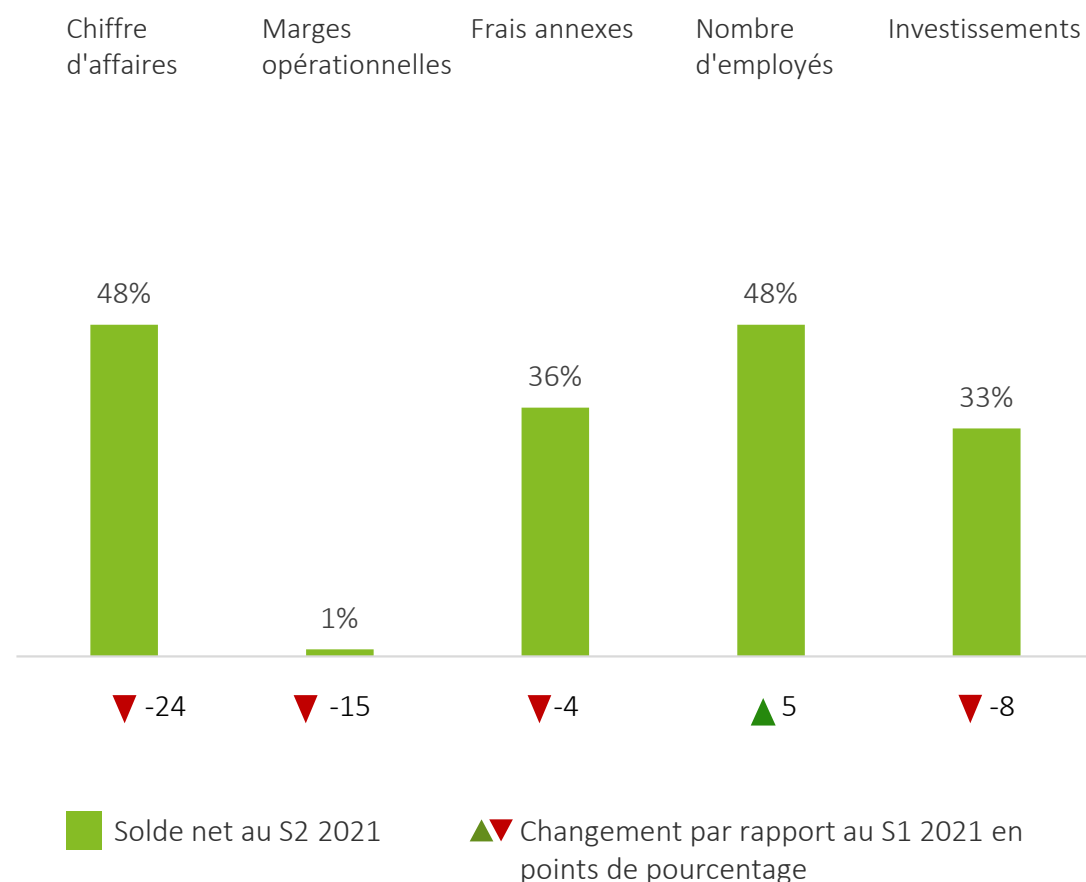
À l'exception des effectifs attendus dans les douze mois, les chiffres clés étudiés fléchissent par rapport à l'enquête de l'automne dernier, mais restent tous positifs. La pression sur les chiffres d'affaires et les marges est particulièrement intense. Résultat ? Un fort rétrécissement de la majorité d'optimistes dans ces deux domaines. Seule une faible majorité prévoit désormais une évolution positive des marges au cours des douze prochains mois. Fait remarquable : les dépenses discrétionnaires (p. ex. marketing, voyages, formation continue) sont, elles aussi, revues à la baisse, alors même que la levée des dernières mesures contre le COVID-19 devrait permettre de relancer certaines activités comme les voyages ou les événements. La question est désormais de savoir si et quand les entreprises pourront retrouver, voire dépasser les niveaux de dépense antérieurs à la pandémie ?

En revanche, les intentions de recrutement s'avèrent extrêmement robustes : c'est le seul chiffre clé pour lequel la majorité confiante en une augmentation s'est consolidée par rapport à l'enquête de l'automne dernier. Malgré la situation incertaine, la majorité des entreprises est prête à investir dans le recrutement de nouveaux collaborateurs.

Même s'ils sont moins nombreux qu'à l'automne dernier, les sondés envisagent dans l'ensemble de renforcer leurs investissements matériels. Pour les entreprises, les perspectives de croissance à moyen terme semblent donc intactes. En outre, l'augmentation du recrutement et la poursuite des investissements représentent d'importants outils de protection de l'économie nationale contre une éventuelle récession.

Fig. 3. Chiffres clés des entreprises : des intentions de recrutement qui défient la tendance baissière

Soldes nets des CFO qui pensent que ces chiffres clés vont augmenter/diminuer pour leur entreprise au cours des 12 prochains mois



4. Risques pour les entreprises : la guerre au centre des préoccupations

Le paysage des risques continue de changer radicalement. L'inquiétude au sujet de l'inflation augmente, les problèmes de chaînes d'approvisionnement deviennent de nouveau urgents et, surtout, la guerre en Ukraine et ses possibles conséquences sont au centre des préoccupations.

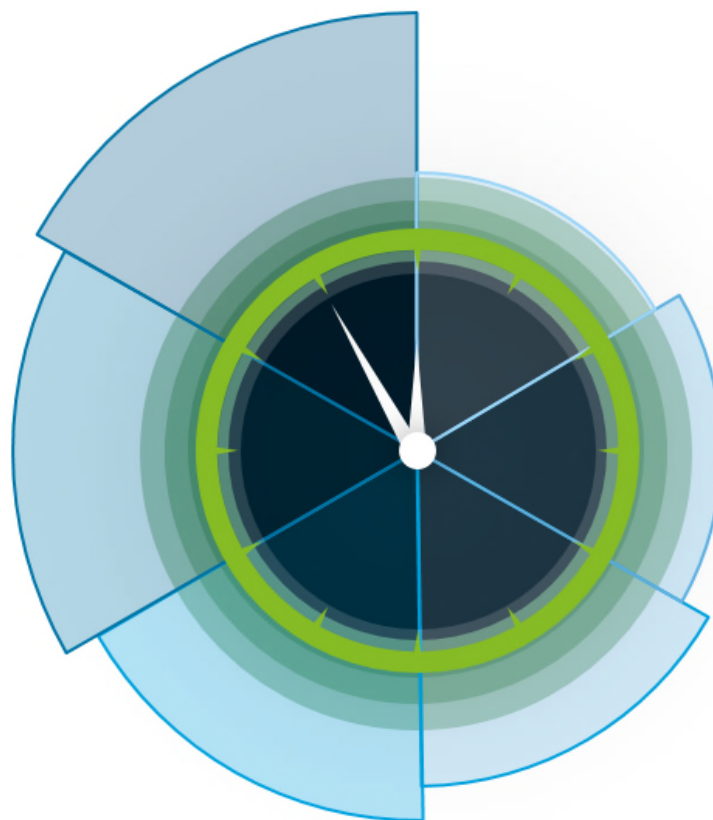
Sans surprise, les risques géopolitiques galopent en tête des risques pour les entreprises, la guerre en Ukraine étant directement citée comme risque par un très grand nombre de CFO. Suivent les risques d'inflation et de chaîne d'approvisionnement qui y sont liés : les prix des matières premières et des denrées alimentaires ont en effet encore enflé en raison du conflit.

Beaucoup espéraient que les problèmes de chaînes d'approvisionnement, lesquels existent certes depuis longtemps, seraient bientôt résolus. Cette lueur d'espoir s'est éteinte avec l'éclatement de la guerre. Cet obstacle risque de peser sur de nombreuses entreprises à court et moyen termes. (page 8).

Sur le plan de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, aucune amélioration est attendue. Au contraire, cette problématique gagne quelques places dans la liste des risques. Dans une question posée à part, 32 % des CFO indiquent en outre qu'ils rencontrent d'importantes difficultés de recrutement, lesquelles devraient plutôt s'aggraver que s'améliorer au cours des deux prochaines années.

Fig. 4. Risques pour les entreprises selon les CFO suisses

Ci-dessous figurent les plus grands risques internes et/ou externes pour les entreprises pour les 12 prochains mois. Les CFO avaient le droit de nommer jusqu'à trois risques, lesquels ont ensuite été catégorisés par Deloitte. Le classement ci-dessous comprend un certain nombre de mentions similaires mais nuancées pour correspondre au mieux à la catégorie en question. Les triangles reflètent la tendance d'évolution par rapport à l'enquête de l'automne 2021, tandis que le chiffre inscrit à l'intérieur indique le nombre de places gagnées ou perdues.



1	Risques géopolitiques/guerre	▲ 6
2	Problèmes de chaînes d'approvisionnement	▼ -1
3	Inflation	▲ 3
4	Pénurie de main-d'œuvre qualifiée	▼ -1
5	Défis internes*	▼ -1
6	Hausse des prix de l'énergie	NOUVEAUTÉS
7	Politique monétaire/taux d'intérêt	▲ 5
8	Conséquences directes de la COVID-19	▼ -6
9	Risques de change	▲ 8
10	Faiblesse de la demande	▼ -2

5. Chaînes d'approvisionnement : des difficultés prévues jusqu'en 2023

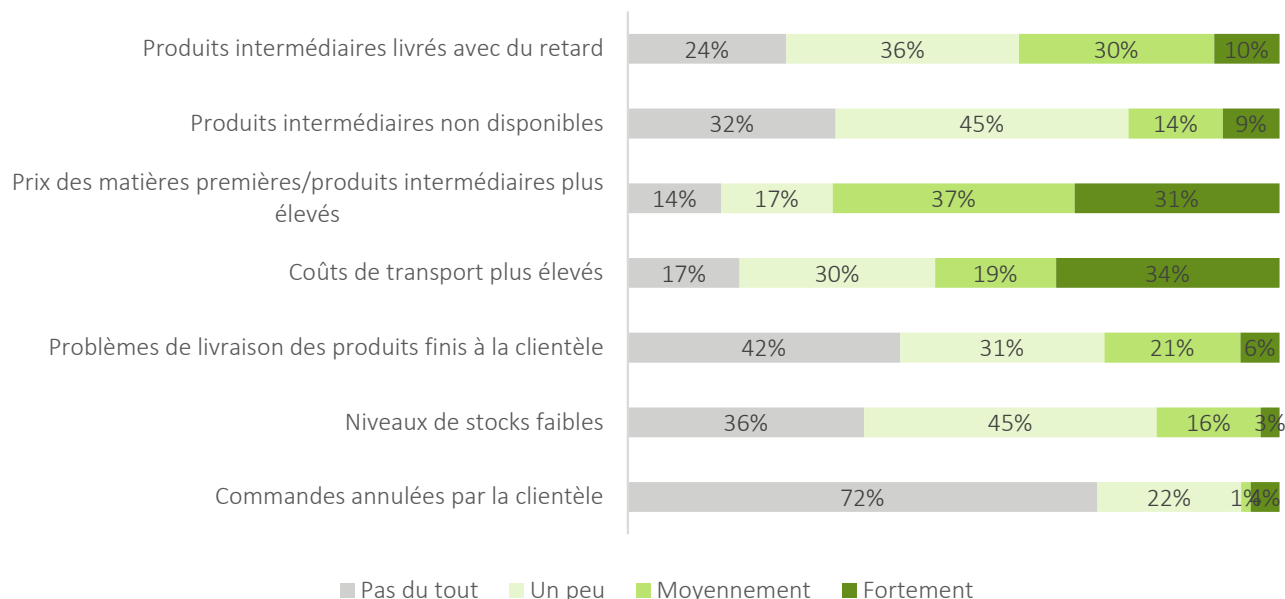
Au lieu de s'atténuer, les problèmes de chaînes d'approvisionnement restent un souci majeur pour de nombreuses entreprises. Une majorité de CFO s'attend à ce qu'ils perdurent jusqu'au premier semestre 2023. Les plus grandes difficultés rencontrées sont liées à la hausse des prix dans le domaine de la logistique, des matières premières et des biens intermédiaires.

Dans une question posée séparément, près de la moitié des CFO (43 %) font état de difficultés, du moins modérées, pesant sur la chaîne d'approvisionnement. Comme le montre la figure 5, 69 % d'entre eux sont moyennement ou fortement frappés par la hausse des prix des matières premières et des biens intermédiaires, et 43 % par la hausse des coûts de transport. La livraison en temps et en heure des produits intermédiaires est également compliquée pour près de la moitié des sondés (40 % dans une mesure moyenne ou élevée). Enfin, 23 % signalent que les biens intermédiaires ne sont pas du tout disponibles.

La majorité des CFO suppose que ces problèmes de chaînes d'approvisionnement perdureront jusqu'au premier semestre de l'année prochaine. Les réponses à une question posée séparément révèlent que 45 % misent sur une diversification des fournisseurs et des voies de transport, et 33 % sur une collaboration renforcée avec les fournisseurs et de plus gros inventaires pour se sortir de cette situation. 8 % déclarent qu'ils vont réévaluer ou délocaliser des sites de production.

Fig. 5. Problèmes de chaînes d'approvisionnement

« Dans quelle mesure votre entreprise est-elle touchée en ce moment par des problèmes de chaîne d'approvisionnement ou de livraison ? Quelles sont les principales difficultés auxquelles elle fait face ? »



6. Inflation : le retour d'une menace presque oubliée

Les entreprises sont confrontées à des hausses de prix parfois importantes sur les matières premières, les biens intermédiaires ou les services qu'elles achètent. Toutes ne peuvent pas les répercuter sur la clientèle et, lorsqu'elles sont en mesure de le faire, elles le font de manière très variable. Davantage de CFO s'attendent à une hausse de l'inflation et des prix à la consommation mais, avec 2 % anticipés en deux ans, ces prévisions restent encore modérées par rapport à la flambée observée à l'étranger.

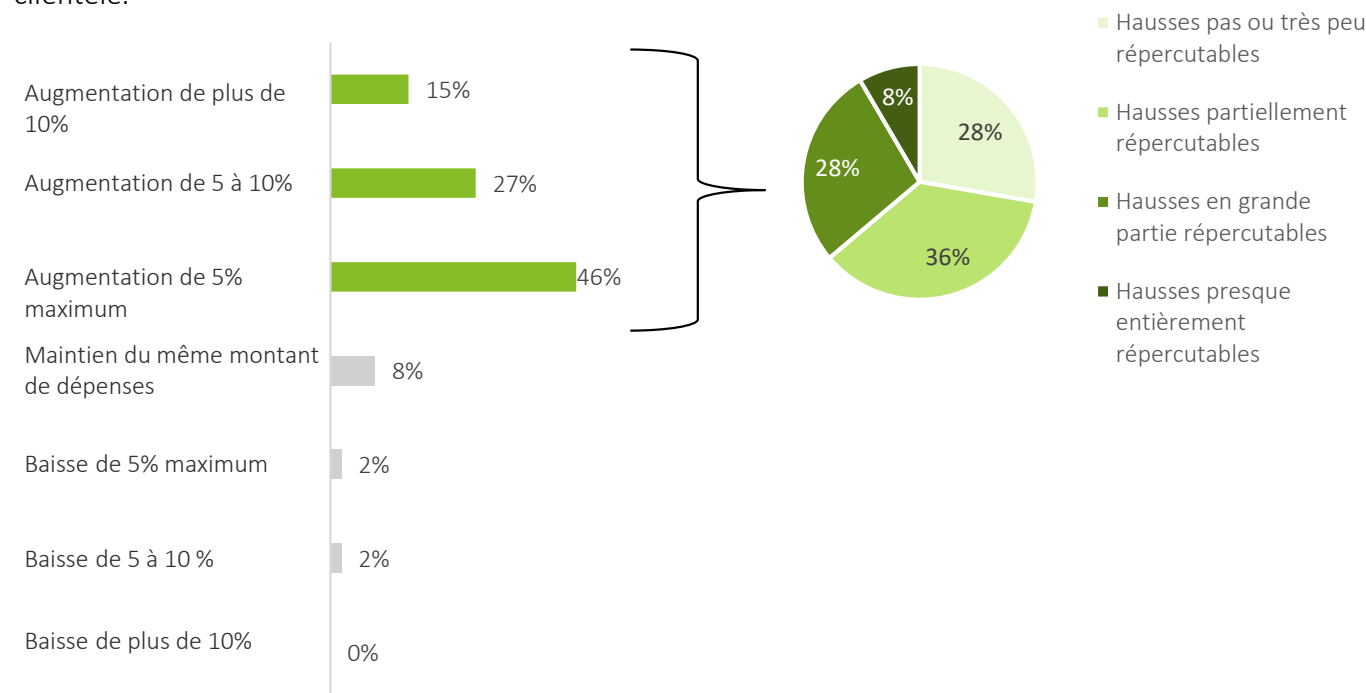
De la déflation à l'inflation : alors que l'inflation n'était pratiquement plus une menace depuis longtemps, les prix s'emballent à nouveau. 88 % des CFO s'attendent à ce que le coût des matières premières, des produits intermédiaires ou des services entrants que leur entreprise achète soit plus élevé, 42 % se préparent même à une augmentation d'au moins 5 %.

Et la possibilité de répercuter les hausses de prix est très variable d'une entreprise à l'autre : 8 % des participants indiquent être en capacité de les répercuter presque entièrement ; 28 % en revanche ne peuvent rien ou très peu répercuter.

Les prévisions des CFO en matière d'inflation des prix à la consommation en Suisse grimpent également pour se hisser à leur plus haut niveau depuis que cette question leur a été posée pour la première fois en 2013. Avec 2 % en deux ans, les anticipations inflationnistes restent toutefois relativement mesurées, notamment en comparaison avec les taux désormais atteints dans la zone euro et aux États-Unis (plus de 7%).

Fig. 6. Évolution du prix des intrants et possibilité de répercuter les hausses de prix

Côté gauche : prévisions concernant les hausses de prix des biens et services entrants au cours des 12 prochains mois. Côté droit : prévisions concernant la possibilité de répercuter les hausses de prix sur la clientèle.



7. Contacts et auteurs

Contacts



Reto Savoia
CEO
Deloitte Suisse
+41 58 279 60 00
rsavoia@deloitte.ch



Alessandro Miolo
Associé Responsable Audit &
Assurance et du programme CFO
+41 58 279 72 27
amiolo@deloitte.ch



Jean-François Lagassé
Associé
Responsable du secteur
des services financiers
+41 58 279 81 70
jlagasse@deloitte.ch



Alexandre Buga
Associé
Swiss Financial Services Industries
Audit & Assurance leader
+41 58 279 80 49
abuga@deloitte.ch

Auteurs



Dr. Michael Grampp
Économiste en chef & directeur de
l'équipe Recherches
+41 58 279 68 17
mgrampp@deloitte.ch
Suivez-moi sur Twitter @michaelgrampp



Dennis Brandes
Économiste & Responsable des
recherches
+41 58 279 65 37
dbrandes@deloitte.ch

Participer à nos enquêtes et consulter les résultats des sondages précédents

Si vous souhaitez participer à notre étude ou recevoir des exemplaires supplémentaires de ce rapport, nous vous invitons à nous écrire à cfosurvey@deloitte.ch.

Tous les résultats de nos enquêtes depuis le 3e trimestre 2009 peuvent être consultés sur notre site internet à l'adresse www.deloitte.com/ch/cfosurvey.

Remerciements

Nous souhaitons remercier tous les CFO qui ont pris le temps de répondre à notre sondage.

L'enquête Deloitte auprès des CFO est soutenue par le CFO Forum Schweiz, l'association indépendante des directeurs financiers en Suisse.
Nous tenons à remercier Damian Rohr pour sa précieuse contribution à cette enquête.



Cette publication a été rédigée en des termes généraux et nous vous recommandons de consulter un professionnel avant d'agir ou de vous abstenir d'agir sur la base du seul contenu de cette publication. Deloitte SA décline toute responsabilité pour les pertes subies par quiconque agit ou s'abstient d'agir sur la base des informations contenues dans cette publication.

Deloitte SA est une filiale de Deloitte NSE LLP, une société affiliée de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (« DTTL »). DTTL est une « UK private company limited by guarantee » (société à responsabilité limitée de droit britannique), dont les sociétés affiliées constituent des entités juridiques indépendantes et séparées. Les sociétés DTTL et Deloitte NSE LLP, en tant que telles, ne fournissent pas de services aux clients. Pour une description détaillée de la structure juridique de DTTL et de ses sociétés affiliées, veuillez consulter le site www.deloitte.com/ch/about.

Deloitte SA est une société d'audit agréée et supervisée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR) et par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

© Deloitte SA 2022. Tous droits réservés.